

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3340 - MARDI 9 OCTOBRE 2018

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Où sont passés les fonctionnaires ?

Introuvables à leur lieu de travail aux heures où ils devaient donner le meilleur d'eux-mêmes, de nombreux fonctionnaires de l'Etat ont été cités par le gouvernement comme des exemples de l'absentéisme.

Une « short list » de cinquante-six agents à dominante masculine (plus d'une quarantaine d'hommes contre moins d'une dizaine de femmes) a été rendue publique par le Conseil des ministres, lors de sa réunion du samedi 6 octobre. Dans celle-ci, les intéressés sont nommément cités mais également les « ngandas » où, les 26 et 27 septembre, assure le ministère de l'Intérieur qui a leur dossier en main, ils y sont restés plus longtemps que là où on les attendait. Une grande première qui a fait réagir les Congolais pour qui, pour être efficace, l'enquête du ministère de l'Intérieur devrait s'étendre à toutes les hiérarchies de l'administration publique et toucher tous les grands corps de l'Etat sur une période plus longue.

Page 3



MINISTÈRE DES FINANCES

Un mécanisme pour assurer la traçabilité des fonds publics

Le gouvernement va se doter d'un système intégré de gestions des finances publiques destiné à assurer la traçabilité des fonds publics.

En lien avec le cadre harmonisé de la Cémac, le ministère des Finances a entamé une série de formations des responsables financiers des départements ministériels.

« Ce nouveau cadre juridique adhère à l'ambition du gouvernement qui consiste à réformer, informatiser et interconnecter toutes les régies financières, afin de simplifier et sécuriser la collecte des recettes et l'exécution des dépenses », a précisé le directeur de cabinet du ministre des Finances, Henri Loundou. [Page 2](#)

FORMATION PROFESSIONNELLE

Réorienter l'employabilité des jeunes

Le vice-Premier ministre, Firmin Ayessa, a ouvert, hier à Brazzaville, la deuxième édition du salon de l'orientation scolaire et professionnelle. Organisé à l'initiative de la société Clavis Atlas Services en partenariat avec le ministère de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, ce salon a pour but de passer en revue les fondamentaux du système éducatif congolais axé beaucoup plus sur l'enseignement classique au détriment de la formation qualifiante et professionnelle. [Page 4](#)



Des élèves à l'ouverture du salon

CONSEIL DES MINISTRES

Le budget 2019 en hausse de plus de 700 milliards FCFA

Le projet de loi de finances 2019 présente des ressources budgétaires en progression par rapport à celles de 2018. Une situation liée en partie à la remontée des cours mondiaux du pétrole, l'augmentation de la production nationale et à la mise en œuvre des réformes publiques.

Réuni le 6 octobre en conseil des ministres, le gouvernement a arrêté le projet de budget de 2019 à la somme de 2 308 798 000



000 F CFA contre 1 602 619 295 029 FCFA de celui de l'exercice en cours, soit

une hausse de plus de sept cents milliards de francs CFA. [Page 3](#)

PARLEMENT

Treize affaires soumises à l'appréciation des deux chambres

[Page 2](#)

Éditorial

Et le Fonds bleu ?

[Page 2](#)

EDITORIAL

Et le Fonds bleu ?

Les conclusions du Groupe des experts du climat (Giec) qui ont été rendues publiques hier, au terme de travaux intenses menés sans relâche depuis trois ans comme l'avait décidé la Conférence sur le climat tenue à Paris (COP 21), sont aussi accablantes que sans appel. On peut les résumer de la façon suivante : si l'homme n'agit pas très vite pour combattre ou même simplement réduire le dérèglement climatique en cours, il provoquera sur toute la surface de la planète des drames en série contre lesquels il sera incapable de se prémunir et qui, au final, menaceront la survie de son espèce.

Il n'y a, dira-t-on, rien de bien nouveau dans ce triste constat qui est en réalité dressé depuis longtemps par les spécialistes de l'écologie. Certes, mais le fait que 195 Etats ont approuvé le rapport du Giec avant sa publication donne aux conclusions de celui-ci une ampleur inégalée. Il marque peut-être un tournant dans la lutte contre le dérèglement climatique qui, jusqu'à présent, nourrissait plus les nobles discours des dirigeants de la planète que les actes concrets dont seule pourra sortir la solution du problème vital auquel nous sommes tous confrontés.

Dans le nouveau contexte qui semble se dessiner à l'échelle mondiale, une question s'impose de façon évidente pour nous, Africains : ne faut-il pas accélérer la construction du Fonds bleu pour le Bassin du Congo dont le principe a été posé il y a un an et demi chez nous, à Oyo, mais qui visiblement peine à se concrétiser ? Avancant à pas comptés dans la bonne direction, cette institution regroupant les Etats de l'Afrique centrale pourrait, en effet, si elle prend réellement sa place au sein des institutions mondiales chargées de protéger la nature, jouer un rôle décisif dans le combat qui se prépare.

Non seulement, alors, elle verrait affluer vers elle les moyens financiers et techniques nécessaires pour protéger les forêts, les fleuves, les tourbières dont dépend pour une large part la lutte contre le dérèglement climatique, mais encore elle s'imposerait comme un modèle sur les cinq continents et résoudrait probablement très vite les différents problèmes auxquels elle se trouve aujourd'hui confrontée. L'heure n'est-elle donc pas venue de faire du Fonds bleu pour le Bassin du Congo l'organe de référence de la protection de la nature au plan mondial ?

Les Dépêches de Brazzaville

SESSION BUDGÉTAIRE

Treize affaires à l'ordre du jour

Les réunions respectives des présidents des commissions permanentes des deux chambres du parlement, tenues le 8 octobre à Brazzaville, ont retenu pour la session qui s'ouvre le 15 octobre, douze affaires à l'Assemblée nationale et onze au Sénat.

Les deux chambres du parlement auront à examiner, entre autres, le projet de budget exercice 2019; le projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre entre la République du Congo et le Saint-Siège sur les relations entre l'Eglise catholique et l'Etat, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant création de la zone de libre-

échange continentale africaine; celui portant code de l'urbanisme et de la construction; le projet de loi portant création de la Haute autorité de lutte contre la corruption; le projet de loi relatif à l'obligation de déclaration de patrimoine par les citoyens élus ou nommés à de hautes fonctions publiques ainsi que celui relatif aux modalités de

recours à la coercition et à l'emploi de la force en mer et dans les eaux continentales. La chambre basse, par ailleurs, aura à examiner la proposition de loi portant statut de l'artiste de spectacle, des arts visuels et graphiques, de la mode, de la publicité et de l'entrepreneur culturel au Congo, du député Léonidas Carrel Mottom Mamoni. Les dernières affaires, notamment celles liées aux séances de questions orales au gouvernement avec débat ainsi que les questions d'actualité sont des points classiques.

Jean Jacques Koubemba

FINANCES PUBLIQUES

Des gestionnaires initiés à l'usage d'un logiciel de contrôle

Les responsables administratifs et financiers des structures étatiques vont désormais se connecter à un serveur pour émettre et recevoir le formulaire des dépenses de fonctionnement. Le dispositif est censé assurer la traçabilité dans la gestion des fonds publics.



Henri Loundou

Un Système intégré de gestion des finances publiques (Sigfip) est expérimenté par le ministère des Finances et du budget, à travers sa direction du système d'information. Aussi ce ministère forme-t-il à ce sujet ses cadres et ceux des ministères dépensiers sur la chaîne de la dépense et les exigences de transparence. Après la formation de la semaine dernière, une session similaire devrait s'ouvrir le 8 octobre, à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville. Ces rencontres, destinées surtout aux responsables financiers des départements ministériels, visent à vulgariser les réformes en cours et les

modes de justification des dépenses de l'Etat. Un site d'initiation est même créé pour former à distance les cadres à l'usage des services numériques. « La formation en ligne permet de faciliter l'accès à toutes les administrations », a indiqué Guy Noël Londongo, le directeur du système de l'information. Pour le directeur de cabinet du ministre des Finances, Henri Loundou, cette initiative s'inscrit dans le cadre du processus de modernisation des régions financières, en lien avec le cadre harmonisé édicté par la Com-

munauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale. « Ce nouveau cadre juridique est à mettre à l'actif du ministre de tutelle, Calixte Nganongo, dont l'ambition est de réformer, informatiser et interconnecter toutes les régions financières, afin de simplifier, moderniser et sécuriser la collecte des recettes et l'exécution des dépenses », a-t-il déclaré. Il a ajouté que cela va orienter le budget vers la recherche des résultats et engager les administrations sur la performance. Le Sigfip, d'après Henri Loundou, est le pendant informatique du nouveau cadre d'exécution budgétaire. Son implémentation complète permettra au pays de faire un bond important dans la modernité, en ce qui concerne l'élaboration du budget, son exécution en recettes et en dépenses. Il permettra aussi de maîtriser l'information financière échangée entre les différentes institutions, notamment le gouvernement, la Cour des comptes et de discipline budgétaire, etc.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLELes Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia Service International : Nestor N'Gampoula	(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Sports : Martin Enyimo Relations publiques : Adrienne Londole Service commercial : Stella Bope Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -	Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200 MAQUETTE Eudes Banzouzi (chef de service) Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff. INTERNATIONAL Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi. ADMINISTRATION ET FINANCES Directrice : Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Chef de service : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale : Sorrelle Oba PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto	Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole. Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé Ngono TRAVAUX ET PROJETS Directeur : Gérard Ebami Sala INTENDANCE Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE) Directeur : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Guillaume Pigasse Assistante : Marlaine Angombo IMPRIMERIE Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi Gestion des stocks : Elvy Bombete Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo Tél. : (+242) 05 629 1317	eMail : imp-bc@adiac-congo.com INFORMATIQUE Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo GALERIE CONGO BRAZZAVILLE Directrice : Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire NZONZI B. ADIAC Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél.: 06 700 09 00 / Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault
--	--	---	---	--

FINANCES

Le budget de l'Etat 2019 en hausse de plus de 700 milliards FCFA

Le projet de loi de finances 2019 présente des ressources budgétaires en progression par rapport à celles de 2018. Une situation liée en partie à la remontée des cours mondiaux du pétrole, l'augmentation de la production nationale et à la mise en œuvre des réformes publiques.

Réuni le 6 octobre en conseil des ministres, le gouvernement a arrêté le projet de budget 2019 à la somme de 2308 798 000 000 F CFA contre 1602 619 295 029 F CFA de celui de l'exercice en cours, soit une hausse de plus de sept cents milliards de francs CFA.

Cette loi de finances prévoit un « *niveau prévisionnel de l'excédent budgétaire atten-*

du à 569 840 000 000 F CFA, ce qui permettra de résorber le déficit en ressources de trésorerie », a-t-on appris du compte rendu du conseil des ministres.

Le gouvernement se montre prudent malgré cette hausse de ressources en optant pour une politique budgétaire prudentielle en 2019. Celle-ci est fondée sur la sécurisation des recettes de l'Etat, la maîtrise

des dépenses et la viabilité de la dette publique.

Les recettes budgétaires sont fixées à 2 226 175 000 000 F CFA dont 822 734 000 000 de recettes fiscales ; trente et un milliards au titre des dons, legs et fonds de concours ; 1 372 441 000 000 F CFA pour les autres recettes.

Concernant les dépenses, il est prévu 1 656 335 000 000 F CFA dont cent vingt et un milliards au titre des charges financières de la dette ; trois cent soixante-quatorze milliards des dépenses du personnel ; cent quatre-vingt-

sept milliards des dépenses de biens et services.

Les dépenses d'investissement sont estimées à 339 700 000 000 FCFA contre 597 435 000 000 F CFA des dépenses de transferts.

La dette publique congolaise a été estimée à 5329 milliards de francs CFA en 2017 par le Fonds monétaire international (FMI).

Dans le cadre des discussions avec cette institution financière internationale, le gouvernement s'emploie à réformer les finances publiques, rééchelonner la dette, lutter

contre la corruption, améliorer le paysage des affaires, financer les couches sociales vulnérables, diversifier l'économie. Ces efforts et bien d'autres devraient permettre au Congo de rétablir ses équilibres macroéconomiques.

Depuis 2014, le Congo connaît une baisse des ressources budgétaires consécutive à la crise due à l'abaissement du prix du baril de pétrole. La hausse du budget devrait permettre au gouvernement de disposer d'une certaine marge de manœuvre en 2019.

Christian Brice Elion

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENSEIGNANT

Le Congo veut une requalification de son système éducatif

Des actions de plusieurs ordres sont en cours pour permettre, dans un délai raisonnable, d'atténuer les effets négatifs liés à la question enseignante, a-t-on appris du message du gouvernement, délivré le 4 octobre, à Brazzaville, par le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua.

Le ministre Bruno Jean Richard Itoua, également président de la Commission nationale congolaise pour l'Unesco, a indiqué qu'il est plus que jamais indispensable de se préoccuper, de toute urgence, de la question enseignante en se fixant une échéance qui s'inscrive dans la diligence en vue d'éradi-

d'exemple. Quant aux réponses à donner à cette situation, le représentant de l'Unesco au Congo, Vincenzo Fazzino, dans un message conjoint des dirigeants de l'Unesco, de l'Organisation internationale du travail, de l'Unicef, du Programme des Nations unies pour le développement et l'International

Selon les estimations en cours au Congo, a-t-on appris, pour atteindre les normes d'encadrement de quarante élèves par classe sur la base des éléments sectoriels de l'éducation 2015-2025, il faudra former et recruter au moins vingt mille enseignants dans le sous-secteur de l'enseignement primaire et secondaire à l'horizon 2025. Dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur, le gap actuel évalué au niveau de l'Université Marien-Ngouabi est de l'ordre du millier d'enseignants. Toutefois, les besoins actuels en enseignants et spécialistes de formation dans ce sous-secteur pourraient être multipliés par deux avec la création des établissements d'enseignement supérieur dans les autres pôles universitaires et surtout l'ouverture prochaine de l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso de Kintélé. Le sous-secteur de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante, marqué par une défaillance institutionnelle relative à la formation des enseignants, connaît également une situation similaire en termes de déficit d'enseignants.

Rappelons cette journée a été organisée cette année sur le thème « Le droit à l'éducation, c'est aussi le droit à un personnel enseignant qualifié ». Chaque année, à cette occasion, l'Unesco associe les réflexions de l'ensemble des Etats membres autour des questions enseignantes. Plusieurs membres du gouvernement, les vice-recteurs de l'université Marien-Ngouabi et les représentants du système des Nations unies ont pris part à cette célébration.

Guillaume Ondzé

LUTTE CONTRE LES ANTIVALEURS

Le gouvernement épingle des fonctionnaires non exemplaires

Au cours de sa réunion du conseil des ministres du 6 octobre, l'exécutif a publié une liste de cinquante-six agents et fonctionnaires de l'Etat qui désertent leurs postes aux heures de travail pour se retrouver dans des restaurants et cafés.

Selon le compte-rendu de la réunion du conseil des ministres, il s'agit des résultats d'une mission confiée aux services de police par le président de la République dont les résultats ont été rendus publics par le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Le sujet défraie la chronique et fait couler beaucoup d'encre et de salive, surtout à Brazzaville. Les personnes indexées par l'enquête affirment être exposées à toutes formes de conséquences malheureuses qui pourraient avoir des répercussions négatives dans leurs foyers conjugués respectifs. D'aucuns avancent que ces résultats pourraient être entachées d'irrégularités si la police n'avait pas associé à cette opération les directeurs des ressources humaines des ministères (DRH) concernés, encore qu'elle s'est déroulée en deux jours seulement, du 26 au 27 septembre derniers. Les DRH sont les personnes les mieux informées sur le mouvement du personnel et les raisons de leur absence, allègue une certaine opinion. D'autres affirment que les personnes visées sont certainement récidivistes, parce qu'en peu de temps, la police ne peut pas avoir leurs identités aussi précises. En outre, plusieurs Congolais souhaitent que cette opération s'étende dans les autres villes et districts du pays mais sur une période assez longue. De son côté, l'Etat justifie cette enquête, initiée au plus haut niveau par le chef de l'Etat, par la montée fulgurante de l'absentéismes aux lieux de service. Il rappelle à tous les agents et fonctionnaires que les valeurs sur lesquelles doivent se fonder l'harmonie dans un pays sont, en premier lieu, le goût et l'assiduité au travail.

Par ailleurs, le gouvernement souligne qu'au moment où l'Etat, en dépit de la crise financière, s'efforce à mobiliser chaque mois des dizaines de milliards de francs CFA pour assurer le traitement régulier des fonctionnaires, il apparaît choquant de constater un relâchement dans le service public. De plus, le conseil des ministres a souligné que la lutte contre les antivaleurs est un combat quotidien qui commence par l'observation de comportements civiques doublée du souci commun et légitime d'offrir aux Congolaises et Congolais des services publics de qualité.

La Rédaction



Léon Juste Ibombo délivrant le message au nom du gouvernement

quer l'absence de qualité et d'équité dans le système éducatif national, exacerbé par la pénurie de la répartition inégale des enseignants ayant reçu une formation professionnelle de qualité à travers le territoire national.

Les questions de l'éducation et de formation tant au plan international qu'au plan national, a-t-il poursuivi, figurent désormais au cœur des priorités du développement, à condition qu'il soit arrimé à une volonté et à la recherche de la qualité d'éducation, elle-même, subordonnée à la qualité des enseignants. « *Voilà pourquoi avec l'Unesco, nous affirmons que le droit à l'éducation, c'est aussi le droit à un personnel enseignant qualifié* », a-t-il rappelé, à titre

de l'Education, a fait savoir que les gouvernements et les partenaires de l'éducation doivent prendre des mesures audacieuses en vue d'améliorer la qualité de la formation initiale et en cours d'emploi des enseignants. Il a ajouté: « *Les enseignants doivent recevoir une formation initiale de qualité, bénéficier d'une intégration efficace dans la profession et disposer de possibilités de perfectionner leurs compétences tout au long de leur carrière. Il faut montrer au public que l'enseignement est une profession valorisée en garantissant aux enseignants des salaires décents et en améliorant leurs conditions de travail à tous les niveaux du système éducatif* ».

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Des experts explorent les pistes de solution

La deuxième édition du salon de l'orientation scolaire et professionnelle s'est ouverte le 8 octobre à Brazzaville, sous le patronage du vice-Premier ministre chargé de la réforme de l'Etat, du travail et de la fonction publique, Firmin Ayessa.

Organisées à l'initiative de la Société Clavis Atlas services en partenariat avec le ministère de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, les assises qui prendront fin le 11 octobre ont pour but de réinterroger les fondamentaux du système éducatif congolais dont l'orientation n'est qu'un maillon. « La diversification de notre économie n'est pas un slogan, elle constitue un enjeu crucial, un défi vital. Mais pour circonscrire cet enjeu et relever ce défi, il faut encore disposer de ressources humaines dûment formées. Pour cela, le gouvernement s'emploie à requalifier les filières techniques et professionnelles



Le vice-Premier ministre, Firmin Ayessa, présidant la cérémonie d'ouverture (Adiac)

car, celles-ci ne doivent plus être considérées comme du second choix mais bien comme une voie d'excellence », a déclaré, dans son mot d'ouverture, le vice-Premier ministre, Firmin Ayessa. Par ailleurs, selon le vice-Premier ministre, les statistiques enseignent qu'aujourd'hui, malgré un contexte économique et financier difficile pour l'emploi et globalement déprimé, il existe des offres d'emplois non pourvues faute de qualification professionnelle exigée. Les mêmes statistiques indiquent que les

jeunes congolais de moins de 35 ans qui représentent plus de 60% de la population sont en proie aux difficultés diverses en matière d'emploi et de formation. Ces difficultés ont pour conséquences immédiates un important taux de chômage des jeunes qui, en nombre important, quittent le système éducatif sans véritable compétence. « Pour y parvenir, des réformes courageuses et ambitieuses accompagnant des investissements importants sont circonscrites dans le PND 2018-2022 », a-t-il rappelé.

Intervenant également à cette occasion, l'administrateur maire de l'arrondissement 3, Poto-Poto, Jacques Elion, a insisté sur l'intérêt de cette session et rappelé aux jeunes qui y prennent part la nécessité de s'en approprier. A propos d'un effort vers cette modernisation du système éducatif national, la directrice générale de la Société Clavis Atlas services, Flavie Oyabi Lombo, a signifié : « Notre démarche relève de la prospective qualitative, c'est-à-dire chercher et prédire ce qui risquerait d'ar-

river si l'on ne change pas de direction. Nous avons constaté que notre système éducatif national est dans une décrépitude avancée et qu'il faille trouver les leviers d'un sursaut collectif ». Les contenus techniques et pédagogiques pendant ces quatre jours vont porter sur les présentations des métiers, des échanges avec des experts sur les stands, les conférences-débats, etc. De nombreux invités étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

Guillaume Ondzé

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ 10/2018/5302-CG/REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

N° de Prêt : IDA 5302 -CG

N° de référence : N°001/ 10/2018/5302-CG

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'IDA pour la mise en œuvre du Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « spécialiste en passation des marchés du PDCE ».

2. Les services de consultant (« Services ») consistent à organiser les opérations de passation des marchés du projet dans le respect des procédures de la Banque Mondiale.

Il devra en particulier s'assurer :

- Du respect des délais de passation des marchés sur la base du plan établi et approuvé;
- De la qualité des dossiers de consultation (DAO ou DP) et les rapports d'évaluation des offres et en particulier s'assurer (i) que les spécifications techniques pour les marchés de fournitures et les TDR pour les services de consultants ne comportent pas de disposition discriminatoire pouvant favoriser un soumissionnaire ou une marque / technologie et (ii) la justesse des propositions d'attribution des marchés au regard des directives et des stipulations des dossiers de consultation;
- La revue et la validation de toutes les correspondances et tous les documents liés à la passation des marchés pour s'assurer qu'ils répondent aux exigences du requérant;
- Que les paiements aux prestataires de services sont effectués à temps et en conformité avec les dispositions des marchés signés ainsi que de leurs avenants;
- De la mise en application des mesures prévues dans le plan

d'action convenu après les missions de supervision et/ou les revues à posteriori de la passation des marchés

3. L'Unité de Gestion du Projet (UGP/PDCE) invite les consultants (« Consultants Individuels ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

Les critères pour la sélection sont :

- Etre titulaire d'un Diplôme BAC+5 (au moins, ou équivalent) en gestion, droit et administration des marchés;
- Avoir Une expérience de trois années minimums dans un poste similaire;
- Avoir une maîtrise de la langue française et de l'utilisation des logiciels de Bureautique;
- Avoir une connaissance des procédures de passation des marchés de la banque ou d'autres bailleurs tels que la BAD, UE, etc.... serait un atout.

Les Consultants doivent inclure dans leur manifestation d'intérêt :

- Une lettre de motivation;
- Un curriculum vitae détaillé et des copies des diplômes, certificats, attestations ou tout autre document justifiant la formation et l'expérience.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi

de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets, à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

6. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 23 octobre 2018 à 13 h 00 (heures locales) avec mention « Avis de recrutement d'un spécialiste en passation des marchés du projet PDCE »

Secrétariat PDCE

A l'attention du Coordonnateur

Unité de Gestion du projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE), sise au numéro 117 de la rue Soweto – Quartier Bacongo – Ex télévision.

Email : congo.pdce@yahoo.fr

Tél : 05 551 25 52 / 06 667 22 29

/ 06 650 40 22 / 06 951 36 62

Le Coordonnateur,

OKOMBI Auxence Léonard

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La FAO et l’UA engagées dans la mécanisation du secteur

Afin d’améliorer l’efficacité du domaine en Afrique, les deux parties ont lancé, le week-end dernier, un nouveau programme de travail d’ici à 2025.

Le nouveau programme conjoint intitulé « Sama » vise à améliorer la productivité du secteur agricole à travers la mécanisation durable de l’agriculture, pour réduire la pénibilité des travaux et aider les pays africains à développer des stratégies liées à cette mécanisation. Selon les initiateurs, ce récent cadre de travail est le fruit d’une série de discussions entre les Etats membres et la commission de l’Union africaine (UA) avec la l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) ainsi que d’autres partenaires clés. Il suggère la voie à suivre pour lutter contre les défis

énormes des agriculteurs et créer de nouvelles opportunités. « Multiplier par deux la productivité agricole et éliminer la faim ainsi que la malnutrition en Afrique d’ici à 2025 ne sera qu’un mirage si nous ne donnons pas à la mécanisation une importance capitale », a déclaré le commissaire de l’UA pour l’économie rurale et l’agriculture, Josefa Sacko, notamment lors du lancement de ce programme. Il a déploré le fait que plus de trois quarts d es agriculteurs en Afrique subsaharienne labourent principalement leurs terres à l’aide d’outils manuels, alors que cette pratique

est synonyme de faible productivité, non attrayante pour la jeunesse et donc incompatible avec l’objectif de Faim zéro.

« Les agriculteurs africains devraient pouvoir utiliser des technologies agricoles plus modernes, à la fois numériques et mécaniques pour pouvoir stimuler le secteur agricole de manière durable », a déclaré, pour sa part, la directrice générale adjointe de la FAO, Maria Helena Semedo,

Dix priorités à intégrer dans la politique agricole des Etats
En effet, la Sama identifie dix priorités à intégrer dans les plans nationaux des Etats membres de l’UA. Elles tiennent compte de la nécessité d’avoir un approvisionnement stable de pièces détachées pour

les machines et des mécanismes de financement innovants, sans oublier l’importance de collaborations régionales qui permettent des services de location transfrontaliers. Dans ce programme, il est aussi déploré le fait qu’en en Asie, les tracteurs sont utilisés pour préparer les terres de plus de 60% de celles cultivées, alors qu’en Afrique subsaharienne ce pourcentage ne représente que 5%. « Aujourd’hui, des machines plus petites et plus abordables, telles que des tracteurs à deux roues, sont disponibles, tandis que les services de location ayant recours à des technologies numériques se sont révélés populaires à travers le continent », précisent ce nouveau cadre de travail, tout en spécifiant que les initiatives trans-

frontalières avec les commerçants, les réseaux de distribution et les conducteurs de tracteurs peuvent faciliter l’utilisation de ces machines. Pour la FAO et l’UA, un autre point à prendre en considération est la promotion de la rentabilité agricole. Celle-ci ne peut être favorisée qu’en donnant aux marchés, aux crédits et aux régimes fonciers un rôle visible au sein des politiques de mécanisation. « La mécanisation agricole en Afrique devra se faire avec l’aide du secteur privé. Mais de manière intelligente face au climat et en tenant compte des petits agriculteurs » ont conclu les représentants de ces deux institutions.

Rock Ngassakys

ACTIONS HUMANITAIRES

Le Pnud et l’Ocha demandent aux Etats de renforcer leurs interventions

Les deux structures onusiennes ont lancé leur appel au terme d’une mission conjointe effectuée, du 6 au 7 octobre, au Tchad et au Nigeria.

L’administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Achim Steiner, et le chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l’ONU (Ocha), Mark Lowcock, ont exhorté les gouvernants du monde, en général, et ceux de l’Afrique, en particulier, à intensifier leurs actions humanitaires et de développement. Les deux personnalités ont estimé que cette politique permettra de promouvoir l’élimination de l’insécurité alimentaire dans les pays, d’autant plus que celle-ci passe par le développement. Par ailleurs, pour le Pnud et l’Ocha, outre cette élimination, ces interventions permettront aussi de lutter contre la pauvreté, les déplacements, la malnutrition et le manque d’accès aux services sociaux de base.

Cette proposition est intervenue après la visite effectuée par ces deux responsables à N’Djamena, notamment au centre de nutrition situé dans l’hôpital de l’Amitié Tchad-Chine où plus de seize mille enfants souffrant de malnutrition y sont annuellement admis. Dans ce centre, les statistiques révèlent que cette année, le nombre de cas de malnutrition aiguë sévère a augmenté de 57%, alors qu’il est géré par le ministère de la Santé publique, avec l’aide des partenaires internationaux et des donateurs. « J’ai été profondément touché par le sort des femmes et des

enfants que j’ai rencontrés au centre de nutrition de N’Djamena aujourd’hui », a déclaré le chef du Bureau de l’Ocha, Mark Lowcock, avant de saluer les efforts et les actions entreprises pour faire face à l’une des plus grandes crises nutritionnelles à laquelle la population tchadienne a été confrontée. Pour le coordonnateur des secours d’urgence, l’assistance humanitaire peut sauver des vies mais la solution réside dans le développement, le progrès économique et la mise en œuvre de meilleurs moyens de subsistance. Le plus grand défi consiste d’abord à empêcher les enfants de se retrouver dans cette situation. « Les Nations unies sont prêtes à soutenir le gouvernement qui doit diriger ce processus », a-t-il ajouté.

S’engager dans un financement pluriannuel
Manifestant son inquiétude quant à la situation qui prévaut dans ces pays, l’administrateur du Pnud a signifié que les défis auxquels ils sont confrontés sont enracinés dans les déficits de développement et les réalités climatiques qui ont aggravé la dégradation des conditions de vie des communautés prises dans la crise. Pour ce faire, il est urgent d’intensifier la réponse à cette situation délicate. « Nous appelons nos partenaires à s’engager dans un financement pluriannuel, afin de faciliter la planification à moyen et

long terme », a-t-il déclaré, insistant qu’en intensifiant les efforts maintenant, il sera possible de faire face à la crise actuelle, de remédier à ses causes sous-jacentes et à aider la population à renforcer sa résilience. Cependant, abordant la question du plan de réponse humanitaire 2018 au Tchad, Achim Steiner a précisé que le pays nécessite environ cinq cent quarante-quatre millions de dollars pour répondre aux besoins des deux millions de personnes les plus vulnérables. A ce jour, a-t-il estimé, seulement 35,6% du financement ont été reçus. En outre, le gouvernement tchadien a pour objectif de mobiliser plus de quatre cent trente millions de dollars pour la résilience et le développement durable dans le bassin du lac Tchad. Cet investissement servira à améliorer la fourniture de services sociaux de base et à stimuler la croissance du secteur agricole, dont dépendent des millions de personnes dans les zones rurales. Notons que selon les représentants des deux institutions onusiennes, au Tchad, environ quatre millions de personnes ont besoin d’un soutien urgent et la majorité d’entre elles souffre d’insécurité alimentaire. Cette visite a permis aux deux personnalités d’examiner les moyens par lesquels les acteurs humanitaires et ceux du développement peuvent mieux soutenir les efforts déployés au niveau local, notamment dans la crise du bassin du lac Tchad.

Rock Ngassakys

G5 SAHEL

La force régionale a programmé des opérations en octobre

L’annonce a été faite le 8 octobre par la ministre française des Armées, Florence Parly, avant de s’envoler pour le Tchad où elle doit rencontrer le président Idriss Déby Itno et les soldats de la force française Barkhane stationnés à N’Djamena.

« Cette force conjointe, qui avait été frappée par une attaque féroce de son PC central au Mali au mois de juin, a repris ses opérations », a indiqué la ministre. « Le nouveau chef d’état-major en charge de cette force (le général mauritanien Hanena Ould Sidi, ndlr) a reprogrammé des opérations pour le mois d’octobre », a ajouté Florence Parly, précisant que la force antidjihadiste « agit avec le soutien plein et entier de Barkhane ». La force du G5 Sahel réunissant des soldats du Mali, de la Mauritanie, du Tchad, du Niger et du Burkina Faso tardait à se déployer après un attentat contre son quartier général et en raison de problèmes de financement. Cette mission a transféré fin septembre son quartier général de Sévaré (centre du Mali), contre lequel un attentat djihadiste avait fait trois morts et plusieurs blessés dans les rangs de la force conjointe le 29 juin, à Bamako. En ce qui concerne le financement, les quatre cent quatorze millions d’euros promis lors d’une conférence internationale des donateurs, le 23 février, tardent à se matérialiser. Cette situation a conduit le président malien à plaider pour le placement de cette force sous un mandat de l’ONU, « assorti d’un financement adéquat, pérenne et prévisible ». Cependant, les Etats-Unis, premiers contributeurs de l’organisation, sont opposés à cette propo-

sition. « Maintenant le défi est de transformer ces promesses de dons en financements qui permettent de commander des équipements », a confié la ministre française des Armées. « C’est ce qui est enfin en train de se passer mais cela, en effet, a pris un peu de temps », a plaidé Florence Parly. Notons que malgré l’accord conclu en 2015 entre le gouvernement malien et l’ex-rébellion à dominante touareg, les violences djihadistes se sont étendues du nord Mali vers le centre et le sud ainsi que vers le Burkina Faso et le Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits ethniques. Compte tenu de la persistance des violences dans ce pays, le Conseil de sécurité de l’ONU menace de sanctionner les responsables de groupes armés accusés de contrevenir à l’accord de paix. Le G5 Sahel est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. Lancé en 2014, il doit compter jusqu’à cinq mille hommes à terme. Au Mali, les Nations unies financent déjà leur mission dans ce pays (Minusma) qui mobilise quinze mille personnes, dont douze mille militaires. Ces troupes sont régulièrement la cible d’attaques meurtrières des groupes terroristes, tout comme la force française Barkhane et les forces armées maliennes.

Nestor N’Gampoula

CLIMAT

Les Etats appelés à engager de profondes réductions d'émissions de CO₂

Dans un rapport dont le « résumé à l'intention des décideurs politiques » a été rendu public le 8 octobre à Incheon, en Corée du Sud, le Groupe des experts du climat des Nations unies (Giec) demande à la communauté internationale de mener des actions rapides pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, afin d'éviter des risques accrus au-delà de ce seuil.

Les scientifiques ont exposé les nombreux impacts déjà à l'œuvre, notamment la menace d'emballement au-delà du niveau de la température souhaitée par rapport aux niveaux préindustriels. Ils ont cité les vagues de chaleur, les extinctions d'espèces ou déstabilisation des calottes polaires, source de montée des océans sur le long terme. Expliquant les méfaits qui découleront inévitablement de cette situation, Hans-Otto Pörtner, co-président de la session du Giec qui a réuni durant une semaine chercheurs et représentants des Etats, a déclaré : « Chaque petit accès de réchauffement supplémentaire

compte, d'autant que passer 1,5°C accroît le risque de changements profonds voire irréversibles, comme la perte de certains écosystèmes ».

Selon le rapport du Giec, fondé sur six mille études, si le mercure continue de grimper au rythme actuel, sous l'effet des émissions de gaz à effet de serre, il devrait atteindre +1,5°C entre 2030 et 2052. Et si les Etats s'en tiennent à leurs engagements de réduction d'émissions pris dans le cadre de l'accord de Paris en 2015, ce sera +3°C à la fin du siècle.

Pour les auteurs du rapport, alors que 2017 a encore vu les émissions mondiales liées à

l'énergie repartir à la hausse, pour rester à 1,5°C, les émissions de CO₂ devront chuter drastiquement dès avant 2030 (-45% d'ici à 2030). De plus, précisent-ils, le monde devra atteindre une « neutralité carbone » en 2050 (autrement dit il faudra cesser de mettre dans l'atmosphère plus de CO₂ qu'on ne peut en retirer). Face à cette situation, les experts ont appelé villes, industries, énergie, bâtiment..., bref, tous les secteurs à s'atteler à des « transformations sans précédent », d'autant que

souligne que le charbon, le gaz, le pétrole sont responsables des trois quarts des émissions. Il propose plusieurs scénarios chiffrés incluant différentes combinaisons d'actions.

Evoquant la nécessité d'agir le plus urgemment possible pour contrer l'augmentation des émissions de CO₂, la climatologue Valérie Masson-Delmotte, a dit que « la politique des petits ne suffit pas ». « Il y a des actions en cours dans le monde mais il faudrait les accélérer. La vraie question de la

politique collective ? », s'est-elle interrogée, ajoutant que « Si on n'agit pas maintenant, on va vers un monde où on sera en permanence en gestion de crises ».

« Le rapport donne aux décideurs politiques l'information qu'il leur faut pour prendre des décisions tout en considérant aussi les besoins des populations (...). Les années à venir seront les plus déterminantes de notre histoire », a commenté, pour sa part, la Sud-Africaine Debra Roberts, autre coprésidente de la réunion.

Rappelons que c'est à la COP21 à Paris, fin 2015, que l'ONU avait chargé son Giec de produire un rapport sur l'objectif 1,5°C. Les Etats venaient de s'engager à réduire leurs émissions pour rester « bien-en deçà de 2°C » par rapport à l'ère préindustrielle.

Nestor N'Gampoula

« Si on n'agit pas maintenant, on va vers un monde où on sera en permanence en gestion de crises ».

rester à 1,5°C demandera, selon eux, « une transition rapide ». Le document insiste sur l'énergie et

faisabilité, c'est celle-là : les gens sont-ils prêts à agir et y aura-t-il assez de volonté po-

" Enfin au CONGO ! "



Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ LES BIENVENUS ! "




- Qualité, Prix, Service après vente assuré

📍 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma
☎ 05 035 06 06
🌐 www.condor.dz

SOUTIEN AU SYSTÈME DE SANTÉ

La Banque mondiale offre environ 30 milliards FCFA

L'institution de Bretton Woods a approuvé l'octroi de cinquante-trois millions de dollars américains, soit environ trente milliards de FCFA au gouvernement centrafricain au titre du projet d'appui et de renforcement du système de santé dénommé Seni, autrement dit santé en langue nationale.

Le Seni a pour ambition d'accroître l'utilisation et d'améliorer la qualité des services de santé essentiels dans les régions sanitaires. Selon le communiqué de presse du 4 octobre de l'institution bancaire, les quarante-trois millions de dollars de l'Association internationale de développement et dix millions du mécanisme de financement mondial permettront de soutenir et de renforcer au total trois cent quatre-vingt-douze formations sanitaires dans quinze districts sanitaires dont vingt hôpitaux de district, avec une couverture de près de 44% de la population. « *Seni vise principalement les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans ainsi que les victimes de violences à l'encontre des femmes. Le projet soutiendra le gouvernement à travers des soins de santé gratuits aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans* », a expliqué Driss Eddine El Idrissi, chargé du projet à la Banque mondiale.

Robert Bou Jaoude, représentant résident de la Banque mondiale en Centrafrique, a ajouté que Seni appuiera également le gouvernement à travers le renforcement de son système de santé, « *car le projet permettra au ministère de la Santé de renforcer ses capacités institutionnelles en vue d'améliorer sa gouvernance, le financement de la santé, le système d'information sanitaire et la politique des ressources humaines du secteur* ». La mise en œuvre du projet Seni s'étale sur une période de trois ans, précisément de 2019 à 2021.

ASSASSINAT DE TROIS CHINOIS

Les trois principaux auteurs arrêtés

Les meurtriers ont été rattrapés le 6 octobre par la police, soit quarante-huit heures après leur forfait, a confirmé le 6 octobre dans la soirée à Xinhua l'ambassade de Chine dans le pays.

Dans un entretien ce samedi avec l'ambassadeur de Chine en République centrafricaine (RCA), Chen Dong, le ministre centrafricain de l'Intérieur, Henri Wanzet Linguissara, a indiqué que les trois principaux auteurs ont été arrêtés le même jour et qu'une opération de recherche allait être lancée pour interpellier les autres présumés.

L'investigation judiciaire sera ouverte dans le plus court délai, a-t-il assuré. A la demande de l'ambassade de Chine, des renforts des forces de sécurité ont été déployés à Sosso-Nakombo (sud-ouest), le site de l'incident, a indiqué le ministre, avant d'ajouter que les cinquante-huit Chinois retrouvés sur le site ont été évacués sous escorte policière dans une ville voisine plus sûre. L'incident s'est produit, le 4 octobre, à la suite du naufrage d'une embarcation transportant quatre Chinois et un Centrafricain, entraînant la disparition de ce dernier.

Informés de la disparition de leur compatriote, des forcenés ont alors attaqué les Chinois survivants lorsque ceux-ci se sont rendus à la gendarmerie pour signaler l'incident. Trois d'entre eux ont été tués sur le coup et le quatrième a été grièvement blessé. La personne blessée a été évacuée le 5 octobre dans la capitale Bangui, puis samedi à Kampala, en Ouganda, au moyen d'un aéronef des Nations unies, a fait savoir l'ambassade de Chine. Un acte vivement condamné par les autorités centrafricaines

Le président de l'Assemblée nationale, Abdou Karim Meckassoua, s'est rendu samedi à l'ambassade de Chine à Bangui, exprimant sa vive condamnation des atrocités des malfaiteurs et présentant ses condoléances aux familles des victimes.

L'ambassadeur de Chine, Chen Dong, a remercié Abdou Karim Meckassoua, rassurant que nul ne peut empêcher la construction d'une communauté de destin sino-africaine encore plus solide.

Au lendemain de l'incident, l'ambassadeur chinois a téléphoné au président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, et été reçu par le Premier ministre, Simplicie Mathieu Sarandji.

Le chef de l'Etat et le Premier ministre ont tous deux condamné la brutalité des malfaiteurs, exprimant leurs condoléances aux familles des victimes.

Xinhua

HUMANITAIRE

Un don de 16,85 millions de dollars des Etats-Unis pour lutter contre la faim

Le Programme alimentaire mondial (PAM) salue la contribution du United states agency for international development (Usaid) destinée à fournir une assistance en République centrafricaine où des années de conflit ont bouleversé la vie de millions de personnes.

La contribution octroyée par le bureau Food for peace de l'Usaid permettra de porter secours à plus de cinq cent vingt-huit mille personnes à travers des fournitures de vivres et de coupons alimentaires. Plus de cent soixante-cinq mille enfants issus de communautés extrêmement vulnérables à travers le pays bénéficieront aussi d'une alimentation scolaire d'urgence. En République centrafricaine, les Etats-Unis sont le premier donateur à soutenir la réponse du PAM. « *Nous remercions les Etats-Unis pour cette contribution qui témoigne de leur soutien indéfectible aux familles les plus vulnérables à un moment où elles en ont particulièrement besoin* », a déclaré le représentant et directeur Pays du PAM, Gian Carlo Cirri. « *La faim est aujourd'hui un danger réel*

pour près de la moitié de la population après cinq années de conflit en République centrafricaine. Ce n'est pas le moment d'abandonner les familles centrafricaines vulnérables », a-t-il ajouté.

Les Etats-Unis se disent particulièrement préoccupés par la situation humanitaire en République centrafricaine. Cette contribution témoigne du souhait évident de ce pays à alléger les souffrances auxquelles des millions de Centrafricains pauvres et vulnérables font face.

« *L'Usaid est heureuse de continuer à travailler avec le PAM pour apporter une assistance à la population la plus vulnérable en République centrafricaine* », a indiqué David P. Brownstein, chargé d'Affaires à l'ambassade des Etats-Unis à Bangui.

SYNDROME ULCÉRATIF ÉPIZOOTIQUE

Aucun cas signalé à Baboua et Aba

Des informations faisant état de poissons pêchés présentant des blessures dans les deux localités, dans la préfecture de la Nana-Mambéré, faisant croire à une épidémie, sont infirmées par le chef de secteur d'élevage de la localité.

Le syndrome ulcératif épizootique, maladie contagieuse qui frappe les animaux provoquant des plaies béantes avec pus sur les poissons, a été déclaré en Centrafrique en 2014, dans la rivière Sangha.

Des sources autorisées contactées à propos des cas signalés à Baboua et Aba, aucune ne les a confirmés. Le chef de secteur d'élevage, Médard Boy-Tende, balaie du revers de la main cette information et déclare n'avoir rien constaté sur le marché. « *Pour l'instant au niveau de Baboua, aucun cas n'a été encore enregistré. Je serai à Aba dans ces jours pour vérifier si c'est vraiment le cas. Mais à l'heure où je vous parle, nous n'avons encore*

enregistré ce genre de cas ici », a-t-il dit.

A en croire Jean-Archange Gonda Batty, chargé de production aquatique et pêche à la FAO, c'est un syndrome qui apparaît toujours au début de la saison sèche et pluvieuse. « *Le syndrome ulcératif épizootique est une maladie cryptogamique qui se développe le plus souvent dans des zones les plus humides. Du coup, face à la prolifération de cette maladie qui a été découverte en 2014 dans la Sangha, précisément à Nola dans nos cours d'eau, nous constatons qu'elle mute d'une région à une autre* » a-t-il précisé.

A ce stade, la FAO rassure qu'il

Des foyers de tension continuent à émerger dans le pays, provoquant de nouveaux déplacements de la population ainsi qu'une forte augmentation des besoins humanitaires. A cela, s'ajoutent cinq années consécutives de baisse des récoltes exacerbée par le dérèglement des marchés et la baisse du pouvoir d'achat qui compromettent les possibilités pour les familles de se nourrir.

En dépit de difficultés énormes liées à l'accès aux personnes dans le besoin dans un contexte où la violence contre les humanitaires a connu une forte hausse, le PAM est en train d'intensifier ses interventions pour atteindre 1,1 million de personnes à travers des initiatives visant à apporter une assistance alimentaire immédiate aux communautés tout en encourageant leur participation à des activités de relèvement pour mettre en place des systèmes durables de production alimentaire.

s'agit de syndrome ulcératif épizootique qui ne constitue pas un danger pour la santé publique et le risque est minimisé. « *Mais ce qu'il faut noter, c'est que le syndrome en tant que tel ne représente pas vraiment un danger pour la santé publique* », a rassuré Jean-Archange Gonda Batty. Toutefois, il a aussi précisé que les poissons qui présentent des pustules ou des plaies béantes ne doivent pas être consommés mais les brûler ou les enterrer.

Il a aussi indiqué qu'un document y relatif a été remis au gouvernement, l'année dernière, pour une campagne de sensibilisation en vue de prévenir et informer la population riveraine des mesures à prendre.

Les autorités en charge de la santé animale n'ont pas encore réagi pour confirmer ces cas signalés.

VIOLENCE

Un jeune taxi-moto tué au Km 5

Un conducteur, victime de braquage le soir du 7 octobre, dans le cinquième arrondissement de Bangui, n'a pas survécu à ses blessures. Une situation qui a paralysé les activités commerciales dans le secteur.

L'incident a plongé tout le secteur dans la psychose. Pour cause, toutes les activités y sont paralysées. Les magasins sont fermés, tout le monde est resté figé à la maison pour éviter des éven-

tuelles attaques.

Imam second, Modibo Bachirou Walidou, de la mosquée centrale, a déploré cet acte. « *Le peuple centrafricain a vraiment besoin de la paix pour vaquer à ses occupations. Et c'est par le biais de la paix que le pays peut avancer. Mais un tel acte met en péril la quiétude et le développement de notre pays* », a lancé le prédicateur.

« *J'invite le peuple centrafri-*

cain en général à une prise de conscience et à respecter les principes de Dieu. Tout puissant pour que la paix revienne définitivement dans notre pays », a-t-il ajouté.

Signalons que le bilan provisoire de cet incident fait déjà état de deux morts selon un habitant du Km5, sous couvert de l'anonymat. RJDH.



Accédez à un univers de privilèges

- ☑ Organisation de vos voyages vers toutes les destinations
- ☑ Accès aux lounges VIP des aéroports
- ☑ Livraison de vos achats en ligne à domicile
- ☑ Offre d'une carte Prestige utilisable sur un large réseau de partenaires

everywhere you go

mtncongo.net

***150#**



RELATIONS SINO-AMÉRICAINES

L'ambassadeur de Chine à Washington précise la position de son pays

Le diplomate chinois, Cui Tiankai, a donné le point de vue de son pays sur une série de dossiers d'intérêt commun avec les Etats-Unis, dont les relations bilatérales, les frictions commerciales et la mer de Chine méridionale.

Frictions commerciales

A en croire la transcription d'une interview publiée la semaine dernière, par la radio NPR, Cui Tiankai assure que Beijing ne veut « certainement pas une guerre commerciale avec les Etats-Unis ou tout autre pays ».

Affirmant que son pays entendait régler ce différend « par des négociations et des consultations entre les deux parties », le diplomate souligne : « Nous avons vraiment besoin de bonne volonté et de bonne foi de part et d'autre ».

Or Washington n'a pas fait preuve de suffisamment de bonne foi à cet égard, déplore l'ambassadeur. « La position américaine change tout le temps, donc nous ne savons pas exactement ce que les Etats-Unis définissent comme priorité », regrette-t-il.

« Deuxièmement, je pense qu'il y a eu des tentatives côté américain pour pousser à ce type de situation : 100% pour les Etats-Unis et 0% pour la Chine. Je ne pense pas que ce soit juste. Je ne pense pas que ce soit possible », dit-il. « Nous sommes prêts à conclure un accord. Nous sommes prêts à faire

des compromis mais cela nécessite de la bonne volonté des deux côtés », martèle Cui Tiankai.

« Ces derniers mois, des contacts ont eu lieu entre les deux gouvernements », rappelle-t-il. « Je pense que nous sommes parvenus plus d'une fois à des accords de principe entre les deux groupes de travail. Et le lendemain, ces accords ont été rejetés et les demandes américaines ont changé. Donc c'est très troublant et ça rend les choses très difficiles », souligne Cui Tiankai.

« Nous avons besoin de quelqu'un qui nous donne la bonne version », insiste le diplomate, ajoutant : « Je pense que nous avons besoin de davantage de bonne foi ».

Les relations bilatérales

Commentant la coopération entre Beijing et Washington, l'ambassadeur chinois estime qu'il est « naturel » qu'un certain degré de compétition existe entre deux pays, en particulier entre la Chine et les Etats-Unis. Mais les deux pays partagent un besoin encore plus grand de coopération, ce qui est « la réalité du monde d'au-

jourd'hui ».

« Nos deux pays et d'autres sur la planète sont confrontés à de nombreux défis communs (...) et aucun pays ne pourra les résoudre lui-même », assure-t-il, poursuivant : « Nous devons coopérer, que cela nous plaise ou non. Il existe un besoin mutuel et des intérêts communs croissants ». « La Chine demeure pour sa part toujours prête à coopérer avec la partie américaine en dépit des différences et c'est précisément parce que nous avons ces différences que le besoin de coopérer est encore plus fort », note le diplomate.

Concernant les informations évoquant une possible fermeture des Etats-Unis aux étudiants chinois, Cui Tiankai y voit « une situation très dangereuse » si cela se confirmait.

« Un grand nombre d'étudiants chinois étudient aux Etats-Unis et vice versa. Des tels échanges humains devraient être le vrai socle de l'amitié et de la coopération entre nos deux grands pays », assure-t-il.

Et de citer l'exemple d'une exposition sur la culture chinoise, il y a

quelques années, dans un musée pour enfants dans l'Indiana, la qualifiant de « grand succès ».

« J'ai prononcé un discours lors de la cérémonie d'ouverture et rencontré le gouverneur d'alors » Mike Pence, qui était un grand partisan pour des échanges intellectuels et humains de ce genre », se souvient-il.

« Ces échanges apportent des bénéfices à nos deux pays et à nos deux peuples. Les habitants sont très demandeurs de ces événements culturels », souligne-t-il en demandant : « Pourquoi faudrait-il rompre ces liens naturels entre les peuples? »

L'ambassadeur assure que son pays est toujours ouvert aux étudiants, aux universitaires et aux journalistes américains.

Stabilité régionale

En ce qui concerne la mer de Chine méridionale, Cui Tiankai rappelle que la Chine exerce « sa souveraineté sur beaucoup d'îles » dans cette mer. « C'est une position de longue date de la Chine », précise-t-il.

« Mais nous sommes également

conscients qu'il y existe des différends territoriaux. Aujourd'hui, nous sommes prêts à travailler avec d'autres pays pour avoir des négociations afin de parvenir à une solution définitive. Nous comprenons que cela prendra du temps », reconnaît-il. « Mais dans le même temps, il est de notre intention d'y maintenir la stabilité. C'est pourquoi nous travaillons à un code de conduite avec les pays de l'ASEAN », indique l'ambassadeur.

« Nous faisons de bons progrès à cet égard (...) Cela signifie qu'avant d'être capables de résoudre les litiges territoriaux, nous devons travailler ensemble pour préserver la stabilité, s'engager au développement commun des ressources là-bas et maintenir un bon ordre dans la région », résume Cui Tiankai.

« J'espère simplement que les Etats-Unis se joindront à nos efforts, qu'ils se montreront utiles au lieu d'essayer de perturber le processus vers les négociations pacifiques », conclut le diplomate.

Xinhua

PROGRAMME RELATIF AUX OBSÈQUES DE M. SANDE NDE
Directeur des Réseaux et Services de Communications
Électroniques (ARPCE Congo)



Mardi 09 octobre 2018

08h00 : Messe

9h 30 : Départ pour l'aéroport A.A Neto de Pointe Noire

11h 15: Arrivée à l'aéroport Maya Maya de Brazzaville

12h00 : Hommage officiel au Palais des congrès

14h 00 : Départ pour l'aéroport Maya Maya de Brazzaville

14h45 : Arrivée à l'aéroport d'Ollombo

20h à l'aube : Animations (groupes folkloriques Ole & Mondo)

Mercredi 10 octobre 2018

08h00 : Messe

09h00 : Départ pour le cimetière familial au Village Ambombongo

10h00 : Mise en terre et fin de la cérémonie d'inhumation



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

Rentrée littéraire du Congo (Relico)
du 12 au 13 octobre 2018

Thème :

La littérature un outil de cohésion nationale et du mieux vivre ensemble.

Auteur Invité d'honneur :

Aline Olga Lonzaniabeka

Lieu :

Librairie Les Manguiers
 (Les Dépêches de Brazzaville)

Pour tout renseignement.

Tél. : 06 666 84 94 / 05 551 89 46



GABON

Vote dans le calme aux élections législatives et locales

Aucun incident majeur n'a été signalé au cours du scrutin samedi dans le pays, a annoncé la radio publique.

« Le vote s'est déroulé dans le calme dans l'ensemble du pays », a résumé Radio Gabon faisant le bilan de la journée électorale.

A Libreville, plusieurs bureaux de vote ont ouvert avec un grand retard. Une pluie tombée dans la capitale a sérieusement perturbé le déroulement du

scrutin. Plusieurs électeurs arrivés plus tôt devant les bureaux de vote ont commencé à former des files d'attente. La pluie les a obligés à s'abriter.

Le président Ali Bongo Ondimba a voté à 12 heures. Il a expérimenté le double vote. Il s'agissait pour les électeurs de voter dans un premier bureau pour

les législatives, ensuite dans un second bureau pour les locales. Le scrutin a connu l'observation de l'Union africaine, la seule invitée par les autorités gabonaises.

Les bureaux ont fermé à 18 heures. Le dépouillement a tout de suite commencé.

Les résultats officiels ne seront pas connus avant plusieurs jours.

AFRIQUE

La France perd des parts de marché au profit de la Chine

Les exportations françaises sur le continent sont passées de 11 % à 5,5 % en 2017. Une baisse beaucoup plus rapide en Afrique francophone qu'anglophone, selon la Coface.

Les pick-up Peugeot, qui ont sillonné les pistes et les routes africaines pendant des décennies, ont aujourd'hui cédé la place à leurs homologues japonais, sud-coréens, en attendant la vague chinoise ou indienne. Ce constat n'est pas propre à l'automobile. Il est le même dans le secteur des ma-

chines, des appareils électriques, électroniques et la pharmacie. Seul le secteur de l'aéronautique est en hausse en Afrique. « Les parts de marché à l'exportation de la France en Afrique ont été divisées par deux depuis 2000 passant de 11 % à 5,5 % l'an dernier », note la Coface. Une chute plutôt

rapide. Cette dégringolade s'inscrit dans un contexte de baisse globale des exportations dans le reste du monde. Ainsi, entre 2001 et 2017, la part de la France a été ramenée de 4,7 % à 3 %.

Entre-temps, la Chine a connu une situation inverse à celle de la France en Afrique. Sa part de marché sur le continent africain est passée de 3 % en 2001 et à 18 % en 2017.

Noël Ndong

MIGRATIONS

Plus de six cent mille clandestins en Libye

Les migrants illégaux qui se trouvent actuellement dans le pays sont de quarante et une nationalités différentes, a déclaré, le 6 octobre, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).



Des migrants (DR)

« En juillet et août 2018, l'OIM a identifié au moins 669 176 migrants actuellement en Libye. Des migrants ont été identifiés dans cent municipalités (...) et sont originaires de plus de quarante et un pays », a-t-elle précisé.

« Les cinq principales nationalités identifiées sont originaires du Niger, de l'Égypte, du Tchad, du Soudan et du Nigeria », selon l'OIM.

Les centres d'accueil en Libye regorgent des milliers de migrants qui ont été sauvés en mer ou arrêtés par les services de sécurité libyens. L'antenne libyenne de l'OIM met actuellement en œuvre un programme de retour volontaire en coopération avec les autorités locales afin que ces clandestins bloqués en Libye retournent dans leurs pays d'origine. La Libye est devenue un point de départ privilégié des migrants dans l'espoir de traverser la Méditerranée en direction de l'Europe, profitant du chaos qui règne dans ce pays d'Afrique du nord après le soulèvement de 2011 qui a renversé l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi.

Xinhua



République du Congo



التجاري وفا
Attijariwafa Bank



Royaume du Maroc

AVIS

D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 05-PDAY/2018

Le 31 octobre 2018 à 09h00, il sera procédé en séance publique, dans la salle de réunion au Siège Social du Crédit du Congo à Brazzaville, sis à l'Avenue Amilcar Cabral, Boîte Postale : 2470, Brazzaville, République du Congo, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour :

LA REALISATION DES PRESTATIONS DE CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU POINT DE DEBARQUEMENT AMENAGE DE YORO A CONGO BRAZZAVILLE

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Crédit du CONGO-Groupe Attijariwafa Bank- Ou être téléchargé à partir du site du Département de la Pêche Maritime suivant : www.mpm.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à deux cent mille FCFA (200 000 Fcfa).

L'estimation du coût des prestations, établie par le Maître d'Ouvrage Délégué, est fixée à la somme de 14 millions Fcfa (14 000 000 Fcfa).

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes au Règlement de consultation.

Les concurrents peuvent :

- Soit, déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau précité.
- Soit, les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit, les remettre au Président de la Commission d'Appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel qu'il est prévu par le Règlement de consultation.

NÉCROLOGIE

Me Jacques Okoko, familles et alliés, Mme Colette Okombi, familles et alliés ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur fils, père, frère, oncle et grand-père, Me Armand Robert Okoko, survenu le samedi 6 octobre à Rennes, en France.

La veillée mortuaire se déroule au domicile familiale situé en face de la direction générale de la société Ragec (ex Ofnacom), à Mpila centre-ville. Les dispositions pratiques de l'inhumation vous seront communiquées ultérieurement.



UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



CAN 2019

Sept Diabes rouges arrivés hier à Brazzaville

Baron Kibamba, Fernand Mayembo, Merveil Ndockyt, Dzon Delarge, Marvin Baudry et Prince Oniangue ont rejoint depuis hier, en provenance de Paris, le groupe local interné depuis quelques jours au complexe sportif de Kintélé, pour préparer la foubie confrontation le Libéria.

Dylan Saint-Louis et Thievy Bifouma n'étaient pas à bord de l'avion au décollage.

Par contre, Romaric Etou, Amour Loussoukou, Viny Ibara et Junior Makiessé devraient voyager de leur côté.

Camille Delourme



FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, 9^e journée, 2^e division

Bochum se relance en battant l'Arminia Bielefeld (1-0). Remplaçant, Sylvester Ganvoula est entré à la 88^e mn. Cinquième avec quatorze points, Bochum reste au contact du podium.

Angleterre, 12^e journée, 3^e division

Blackpool est tenu en échec par Rochdale (2-2). Sans Christoffer Mafoumbi, absent du groupe.

Accrington était réduit à dix depuis la 16^e mn et mené depuis la 62^e lorsque Offrande Zanzala a fait son apparition à la 66^e mn sur le terrain de Shrewsbury Town. L'attaquant congolais de 21 ans n'a pu changer le cours du match (0-1).

Angleterre, 12^e journée, 4^e division

Revers à domicile pour Oldham et Christopher Missilou à la 60^e mn, alors que Carlisle menait déjà 3-0. Les visiteurs l'emportent finalement 3-1.

Azerbaïdjan, 7^e journée, 1^{re} division

Sebail l'emporte 2-0 face à Sumqayit. Remplaçant, Kévin Koumba est entré à la 66^e mn. Le score était déjà acquis. Sebail remonte à la 4^e place avec dix points, à neuf longueurs de Qarabag. L'équipe de Delarge, exempt ce week-end, est deuxième avec un match de retard.

Allemagne, 13^e journée, 4^e division, groupe Nord

Rehden prend un point à Lübeck (0-0). Remplaçant, Francky Sembolo est entré à la 80^e mn. Averti à la 85^e.

Allemagne, 12^e journée, 4^e division, groupe Ouest

Exaucé Andzouana et Lippstadt s'inclinent sur le terrain de l'Alemania Aachen (0-1). Lippstadt est 6^e avec dix-huit points.

Belgique, 10^e journée, 1^{re} division

Zulte-Waregem et Marvin Baudry, titulaire, n'en finissent plus de sombrer dans la crise sportive : ils s'inclinent face à Anderlecht et restent sur un terrible bilan de zéro point pris sur les sept dernières journées.

Belgique, 9^e journée, 2^e division

L'Union-Saint-Gilloise continue sa course en tête du championnat avec son succès face à Westerlo (2-0). Sans Niels Boue-

kou, absent de la feuille de match.

Ecosse, 8^e journée, 1^{re} division

Première défaite de la saison pour Heart of Midlothian sur le terrain des Rangers (1-3). Remplaçant, Clevid Dikamona est entré à la 57^e mn : Heart était alors mené 0-3 et réduit à dix depuis la 55^e. Le club de l'ancien Havrais reste premier avec deux points d'avance sur Hibernian.

Espagne, 7^e journée, 3^e division, groupe 3

Peralada chute à domicile face à la réserve de Villarreal (0-1). Titulaire sur le côté droit, Yhoan Andzouana s'est créé deux grosses occasions aux 6^e et 63^e mn mais Fuoli, le gardien adverse, a réalisé deux arrêts décisifs face au Congolais. Avec seulement cinq points, la réserve de Girona est avant-dernière.

Espagne, 7^e journée, 3^e division, groupe 4

Linense fait match nul à Sanluqueno (0-0). Sans Baron Kibamba, suspendu après son expulsion lors de la 6^e journée. Le Balompédica est 10^e avec dix points.

Belgique, 10^e journée, 1^{re} division

Sans Francis N'Ganga ni Messi Biatoumoussoka, non retenus, Charleroi chute chez le Cercle Bruges (1-2).

Belgique, 9^e journée, 2^e division

Lommel bat Roulers 3-1. Avec Scott Bitsindou titulaire au milieu mais sans Maël Lépicier.

Bulgarie, 11^e journée, 1^{re} division

Le Chernomorec bat Veraya 4-2 avec Hugo Konongo titulaire à son poste de latéral gauche. Varna a mené 4-0 avant de relâcher son attention aux 88^e et 89^e

mn, sans conséquence. Le Chernomorec revient à deux points du Botev Plovdiv, 6^e et dernier qualifié provisoire pour les play-offs.

Danemark, 11^e journée, 1^{re} division

Emerson Illoy-Ayyet est resté sur le banc lors de la défaite de Vejle à Sønderjyske (0-3). Soulignons que le promu a été réduit à dix dès la 17^e mn. L'international congolais n'a plus joué en championnat depuis le 26 août.

Ecosse, 8^e journée, 2^e division

Deuxième revers consécutif pour Dundee United, défait chez le leader, Ayr United (0-2). Yannick Loemba est entré à la 65^e mn.

Espagne, 8^e journée, 2^e division

Dans le duel des insulaires, Majorque étrille Tenerife. Sans Merveil Nockyt, absent du groupe.

Israël, 6^e journée, 1^{re} division

Mavis Tchibota fait sienne la théorie du ketchup de Cristiano Ronaldo (les buts, c'est comme le ketchup, quand ils arrivent, ils arrivent tous en même temps) : auteur de son premier but de la saison lundi dernier, le Congolais inscrit un doublé aux 58^e et 85^e lors du déplacement du Bnei Yehuda à Netanya (3-1). Un total de trois buts en 5 jours pour se remettre en ordre de marche et tenter de faire mieux que la saison dernière (8 buts en 33 apparitions). Ce succès face à la lanterne rouge permet à son équipe de prendre la 3^e place du classement avec 9 points.

Israël, 7^e journée, 2^e division

Le Beitar Tel Aviv de Romaric Etou, titulaire, est tenu en échec par l'Ironi Rishon LeZion (1-1).

L'Hapoel Petah Tikva d'Yves Pambou s'incline sur le terrain de l'Hapoel Nazareth (1-3). L'international congolais a joué l'intégralité du match.

Le Beitar est 8^e avec 8 points tandis que Petah Tikva est 15^e avec 0 point (le club a été sanctionné de 11 points).

Pays-Bas, 8^e journée, 2^e division

David Sambissa et Cambuur sont battus sur le terrain de Dordrecht (1-3). Et reculent à la 6^e place.



Hugo Konongo et le Chernomorec ont facilement disposé de Veraya (DR)

C.D.

PROCESSUS ÉLECTORAL

Néhémie Mwilanya rejette les accusations de fraude émises par l'opposition

Le directeur de cabinet du chef de l'Etat estime que toutes les critiques formulées jusque-là par l'opposition sont révélatrices de sa peur d'aller aux urnes.

Face à la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il a reçu le 7 octobre en matinée, en sa qualité de l'une des personnalités influentes du Comité stratégique du Front commun pour le Congo (FCC), Néhémie Mwilanya a réaffirmé la volonté de sa plateforme d'aller aux élections pour lesquelles elle s'est préparée de longue date.

Concernant le consensus que prône le Conseil de sécurité autour de la machine à voter, le directeur de cabinet de Joseph Kabila, s'exprimant devant la presse, a préféré responsabiliser la Commission électorale nationale indépendante (Céni) en tant qu'organisatrice des élections. Entendu qu'il s'agit là d'une matière technique, Néhémie Mwilanya a sou-

igné que seule la voix de la Céni qui dispose d'une expertise à ce sujet mérite d'être écoutée. « Nous avons la Céni qui est le pouvoir organisateur des élections, ce pouvoir il le tire de la Constitution et nous devons lui faire confiance. (...) Donc nous n'avons pas d'avis particuliers à donner vis-à-vis de la machine à voter », a-t-il laissé entendre.

Quant au dialogue proposé par le Conseil de sécurité, il a allégué que sa famille politique « a suffisamment dialogué en RDC mais aussi trouvé des consensus sur les questions essentielles qui permettraient l'organisation des élections ». D'où l'inopportunité de tenir un nouveau dialogue qui, d'après lui, n'apporterait rien de consistant en termes d'avancée du processus électoral. Dans la foulée, il s'est interrogé sur les raisons qui justifieraient le rejet de la machine à voter. « Nous constatons que



Néhémie Mwilanya

depuis qu'on parle d'elle, on ne nous dit pas toujours exactement qu'est-ce qu'on reproche à cette machine à voter et nous commençons à nous convaincre de l'idée qu'il y a manifestement une équipe qui n'a pas envie de jouer mais nous si », s'est-il exprimé.

Le directeur de cabinet du chef de l'Etat considère, par ailleurs, que toutes les critiques formulées par l'opposition contre le processus électoral sont des faux-fuyants qui traduisent la peur de l'échec qui la gangrène, à quelques semaines des scrutins. « Ce n'est pas de ce côté-ci qu'il faut chercher des préalables, cherchez-les du côté de ceux qui trouvent des raisons, des prétextes de ne pas aller aux élections. Parce que naturellement, ils sont convaincus quand même que le rouleau compresseur du FCC ne leur laissera aucune chance », a-t-il ironisé.

Alain Diasso



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



FRANCOPHONIE

Isabel Machik Tshombe défend une image positive de la RDC

La représentante personnelle du chef de l'État congolais a pu obtenir la reformulation du paragraphe réservé à son pays dans la résolution des situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone.

La trente-cinquième Conférence ministérielle de la Francophonie achève ses travaux ce 9 octobre à Erevan en Arménie. Les ministres ont eu la charge notamment d'avaliser les différents documents de travail dans la perspective du dix-septième sommet de la Francophonie attendu du 11 au 12 octobre, toujours à Erevan. Ces documents de travail ont été préparés par les représentants personnels de chefs d'État et de gouvernement, lors de la cent cinquantième session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF).

La situation en RDC expliquée au CPF

La représentante personnelle du chef de l'État congolais à la Francophonie, Isabel Machik Tshombe, y a pris une part active. À cette réunion dans la capitale arménienne, elle a rappelé à la Francophonie l'irréversibilité des élections du 23 décembre prochain dans son pays, réaffirmée à la tribune de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale de l'ONU par le président de la République, Joseph Kabila.

Isabel Machik Tshombe a également martelé que les élections attendues en RDC « seront totalement financées par le gouvernement, au nom de la souveraineté nationale, tel que cela se passe,



La représentante personnelle du chef de l'État congolais à la Francophonie, Isabel Machik Tshombe

d'ailleurs, dans la majorité d'États à travers le monde ». Elle a aussi rassuré le CPF que la RDC ira également aux élections avec un fichier jugé fiable et qualifié d'actuel, d'inclusif et d'exhaustif, tel que l'avaient préconisé les conclusions de l'audit de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Apportant des éclaircissements sur la machine à voter qui continue à faire polémique, Isabel Machik Tshombe a noté que cette technologie permettra à l'électeur d'imprimer son bulletin de vote avant de le déposer dans l'urne. À l'en croire, ce processus n'est pas contraire à l'esprit de la Constitution, comme certains voudraient le faire croire. « Le vote ne se fera pas électriquement mais il se fera toujours avec un bulletin

de vote. Ce dernier sera, cette fois-ci, moins coûteux et moins volumineux que les items de bulletins de votes utilisés lors des élections précédentes de 2006 et 2011 », a-t-elle signifié.

La représentante personnelle du chef de l'État a, en outre, apaisé le CPF quant au respect de l'Accord de la Saint-Sylvestre dans l'esprit duquel le gouvernement œuvre pour la décrispation de l'espace politique en vertu des lois du pays. Pour Isabel Machik Tshombe, les différents meetings de partis et de regroupements politiques de l'opposition qui se tiennent dans le respect de la loi, notamment celui tenu le 29 septembre dernier à Kinshasa, constituent les preuves de cette ouverture politique. Elle a, à cette occasion, lancé un

appel à la communauté internationale en vue de barrer la route à toutes les tentatives de recourir à des artifices pour essayer de bloquer le processus électoral et de plonger le pays dans le chaos.

Une avancée significative pour la RDC

La cent cinquantième session du CPF était préparatoire à la conférence ministérielle et du sommet. La représentante personnelle du président de la République est parvenue à obtenir la reformulation du paragraphe réservé à la RDC sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone. Parmi les six résolutions qui seront adoptées au dix-septième sommet de la Francophonie, la RDC a porté « la résolution sur les mala-

dies tropicales négligées ».

Ce sommet va, par ailleurs, adopter la Déclaration d'Erevan, lancer l'appel sur le vivre ensemble et doter la Francophonie d'une stratégie pour la promotion de l'égalité femme-homme. Le groupe de travail d'élaboration de cette stratégie a été co-présidé par la RDC et la Fédération française de Belgique.

Précisons que les chefs d'État et de gouvernement auront, lors de ce sommet, la lourde tâche d'élire un nouveau secrétaire général de l'OIF, la Canadienne Michaëlle Jean étant arrivée en fin de mandat. Candidate à sa propre succession, elle a pour adversaire la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo.

Lucien Dianzenza

PRIX NOBEL DE LA PAIX

L'IRDH félicite le DR Denis Mukwege

La consécration du gynécologue congolais, estime l'association, arrive au meilleur moment où la République démocratique du Congo (RDC) a besoin de mettre en œuvre les avantages que ce couronnement amène dans les pays respectifs des récipiendaires.

L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) a présenté ses vives félicitations au Dr Denis Mukwege, indiquant que la reconnaissance internationale couronne sa « lutte contre les viols et violences sexuelles comme arme de guerre » en RDC.

« En tant que président de la Fondation Panzi, Dr Mukwege appar-



DR Denis Mukwege

tient au groupe d'intellectuels les plus actifs de la société civile », a souligné l'IRDH, rappelant son action depuis plus de deux décennies en faveur des femmes victimes de violences. L'association a invité le monde à célébrer dignement le couronnement du Dr Denis Mukwege, onzième Prix Nobel de la Paix africain, après les dix autres que sont l'ancien président de l'ANC (Afrique du Sud), Albert John Luthuli; l'ancien président égyptien, Anouar El-Sadate; l'évêque sud-africain, Mgr Desmond Tutu; les anciens présidents sud-africains, Nelson Mandela et Frederik Willem De Klerk; l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan; la biolo-

giste kényane, Wangari Maathai; l'ancienne présidente libérienne, Ellen Johnson Sirleaf; la militante pour les droits de la femme libérienne, Leymah Gbowee; et le « quartet du dialogue national tunisien ». L'IRDH dit, par ailleurs, s'attendre à ce que la nation congolaise en tire aussi le grand bénéfice, à l'instar de l'Afrique du Sud et de l'Égypte où les Prix Nobel ont eu un impact positif sur leur politique de développement respective.

Le Dr Denis Mukwege Mukengere, rappelons-le, a reçu le 5 octobre le Prix Nobel de la Paix, gagné conjointement avec Nadia Murad.

L.D.

ELECTIONS DE DÉCEMBRE

Le Conseil de sécurité recommande un large consensus autour de la machine à voter

En séjour de travail du 5 au 7 octobre à Kinshasa, la délégation onusienne conduite par François Delattre, l'ambassadeur de France aux Nations unies, a appelé à trouver, par le dialogue, les voies d'un accord plus large possible permettant de créer les conditions d'élections réellement crédibles et transparentes.

Venus à Kinshasa pour évaluer l'avancement du processus démocratique en République démocratique du Congo (RDC) et se forger une certaine conviction par rapport à la volonté de la classe politique d'aller aux urnes le

23 décembre prochain, les quinze membres du Conseil de sécurité ont bouclé, le 7 octobre, leur séjour de trois jours dans la capitale congolaise. Une conférence de presse organisée le même jour a permis aux membres de la délégation de restituer les séances de travail qu'elle a eues avec les différentes parties prenantes au processus électoral.

Comme il fallait s'y attendre, la problématique de la machine à voter, au cœur d'une vive controverse quant à son utilisation lors des scrutins de décembre, a été au centre des échanges avec la presse.

A ce sujet, François Delattre, ambassadeur de France aux

Nations unies et vice-président de la délégation, a indiqué que pour les membres du Conseil, un consensus s'avère nécessaire afin d'atténuer tant soi peu l'effet contestataire autour de l'utilisation de cet engin.

En effet, a-t-il expliqué, le Conseil de sécurité a recommandé un consensus plus large qui ne peut être obtenu que par le dialogue. « Nous avons appelé par le dialogue à trouver les voies d'un consensus le plus large possible permettant de créer les conditions d'élections réellement crédibles et transparentes, se déroulant dans un climat apaisé », a-t-il in-

diqué, tout en saluant la volonté politique commune d'aller aux élections dans le chef des autorités congolaises. « Il existe une opportunité historique avec les élections du 23 décembre décidées par le président Kabila pour une première transition démocratique et pacifique dans ce pays », a-t-il ajouté.

Quant au défi logistique, les membres du Conseil de sécurité ont souligné la disponibilité de la Monusco « à répondre à toute demande de soutien logistique à l'organisation des élections qui serait exprimée par la RDC ». C'est dire que la volonté exprimée

par le gouvernement congolais de financer seul les élections et de résoudre à son niveau toute équation logistique n'est pas bien digérée par l'ONU qui se dit disposée à accompagner la RDC à surmonter ce défi. Toutefois, les membres du Conseil de sécurité ont souligné « l'importance des pas supplémentaires pour créer la confiance avant les élections », évoquant notamment la liberté de manifester. Le Conseil de sécurité a, dans la foulée, recommandé le respect des libertés fondamentales pour l'expression des différentes sensibilités politiques.

Alain Diasso

LINAFOOT/LIGUE 1

Renaissance du Congo vole en éclats devant Mazembe

Le club de Lubumbashi a été impitoyable face à son adversaire, le 6 octobre, au stade des Martyrs de Kinshasa, en match de la quatrième journée de la compétition, montrant les limites du club orange de la capitale, dirigé par le pasteur et évêque Pascal Mukuna.

La rencontre se montrait déjà difficile sur le plan psychologique. Le coach Chico Mukeba du FC Renaissance du Congo a fait confiance au gardien de but Héritier Koto Koto et dans le champ, Apinda Sakombi, Manitu Matondo, Mavungu Lubongo, Kambo Alifi, Ifondongo Kua-buka, Jérémie Basilua, Kanda Tshifuaka, Ndibu Kalala, Kalonji et Jerry Kambu wa Kambu. Sept joueurs ont débuté sur le banc des remplaçants, notamment Ndala, Mbaya, Yvon Bukasa, Masikini, Ikoyo Iyembe, Okito et Ikanga Maimona dit Lampard. Pour sa part, l'entraîneur principal Pamphile Miyaho Kazembe du TP Mazembe a placé le portier international ivoirien Sylvain Gbohrou dans les perches et devant lui, les défenseurs Arsène Zola Kiaku, Djos Issama Mpeko, le Zambien Kabaso Chongo et Kevin Mondeko Zatu. Au milieu de terrain, on a retrouvé le Zambien Nathan Sinkala, l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé et le jeune meneur de jeu Glody Likonza. Le trio d'attaque, quant à lui, s'est composé de Jackson Muleka, Ben Malango Ngita et Meschak Elia Lina. Sur le banc des remplaçants au coup d'envoi de la partie, il y a

eu le gardien de but Aimé Bakula Ulonde, Joël Kimuaki Mpela, Jean Kasusula Kilicho, le Ghanéen Kwesi Prince Damang, le Malien Abdoulaye Sissoko, Miché Mika et Chico Ushindi wa Kubanza.

La partie a semblé à sens unique avec une domination outrancière du TP Mazembe qui arbore littéralement une forme africaine en dépit de son élimination quasi précoce en quart de finale de la Ligue des champions par Primeiro do Agosto d'Angola. Après un large premier succès de quatre buts face à Lubumbashi Sport, le TP Mazembe a littéralement marché sur Renaissance du Congo. Le calvaire des Renais qui pourtant recevaient, au stade des Martyrs de Kinshasa, a débuté à la 8e mn avec le coup franc d'Arsène Zola, mal négocié par le gardien de but Héritier Koto Koto.

Un peu bousculé après le but par des Renais qui ont tenté de revenir au match, les Corbeaux du Grand Katanga vont marquer le deuxième but à la 30e mn sur une autre balle arrêté. Meschak Elia parvient à trouver le cadre, la balle est hors de portée du gardien de but Héritier Koto. Deux buts à zéro pour le TP Mazembe qui déroule. A la 33e mn, un coup franc de Meschak Elia est détourné d'une tête croisée par Jackson Muleka qui crucifie le gardien de but Héritier Koto pour le troisième but. La messe est dite dès la première période de la partie. Après ce troisième but, Chico Mukeba procède au changement du gardien de but avec l'entrée de Ndala.



Le TP Mazembe, bourreau du FC Renaissance du Congo le 6 octobre 2018, à Kinshasa

Mais Mazembe a continué sur sa lancée en seconde période, avec le quatrième but à la 58e mn de Ben Malango Ngita sur une passe décisive de Ushindi wa Kubanza, entré en jeu. Et à la 89e mn, c'est encore Ben Malango qui se retrouve au cœur de la surface du FC Renaissance après un mouvement de une-deux pour inscrire le cinquième but des protégés du président Moïse Katumbi. Alors qu'on attendait au coup de siflet final, Ushindi wa Kubanza a trouvé le capitaine Djos Issama Mpeko qui mettait le gardien de but Ndala dans le vent, avant de pousser le cuir dans les buts vides à la 90+1e minute. Le FC Renaissance du Congo, devant son public, n'a pas du tout existé face à cet ogre du football national. Zéro but à six, c'est le score fi-

nal au grand dam des supporters renais qui ont scandé leur colère tout au long du match contre le staff dirigeant du club orange de Kinshasa.

Les autres matches...

Le même samedi, au stade Frédéric Kibassa à Lubumbashi, la Jeunesse sportive Groupe Bazano a enregistré sa première victoire, en s'imposant face à l'AC Rangers de Kinshasa sur la marque d'un but à zéro. Elie Ilunga a inscrit l'unique but du match à la 46e mn. Dans d'autres rencontres disputées le 5 octobre, l'OC Muungano a surpris Sa Majesté Sanga Balende au stade de la Concorde de la commune de Kadutu, à Bukavu, par un but à zéro, un succès qui arrive après la défaite par forfait contre le Da-

ring Club Motema Pembe en première journée. Quant à Sanga Balende, l'équipe n'a pas encore grappillé de victoires, après le résultat d'égalité d'un but partout en première journée face à Nyuki de Butembo, club vainqueur de la Coupe du Congo de football 2018.

Au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, Lubumbashi Sport s'est remis de sa lourde défaite (zéro but à quatre) face à Mazembe lors de la précédente journée, en écrasant la formation de Mont Bleu de Bunia par six buts à zéro. Au stade de l'Unité de Goma, Maniema Union a dominé l'AS Nyuki de Butembo par deux buts à zéro.

Martin Engimo

RENCONTRE CITOYENNE

Le député Brice Dimitri Bayendissa s'entretient avec ses mandants

L'élu de la deuxième circonscription de Tié-Tié, à Pointe-Noire, a effectué le 6 octobre, à l'école primaire Miambanzila, sa première descente parlementaire au cours de laquelle, il a fait la restitution des trois dernières sessions de l'Assemblée nationale qui ont marqué la première année de la quatorzième législature.

Face à sa base, Brice Dimitri Bayendissa a rendu compte des travaux des sessions budgétaire, ordinaire et administrative de la chambre basse du parlement. Il a entamé sa restitution en énumérant en premier lieu les projets qui ont vocation à résoudre le problème de la sécurité sociale des personnes vulnérables, à l'instar du projet « Lisungi ». Ce projet, a-t-il expliqué, aide les familles pauvres, les enfants et les personnes âgées vivant en dessous du seuil de la pauvreté alimentaire, à travers les transferts monétaires, pour améliorer leur condition de vie et briser ainsi la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

L'élu du peuple a ensuite évoqué les différentes lois orga-



Brice Dimitri Bayendissa pendant sa communication /Adiac

niques adoptées au cours de ces trois dernières sessions, entre autres, la loi portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle; celle portant attributions, organisation et fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme; la loi fixant les conditions et modalités de l'assistance de l'Etat aux

ressortissants congolais poursuivis devant les juridictions étrangères ou internationales; la loi portant dissolution de la Société nationale d'électricité et celle complétant certaines dispositions des statuts de la Société nationale des pétrole du Congo.

Le député de Tié-Tié 2 a bouclé sa restitution par la séance de ques-

tions orales avec débat au gouvernement. Une interpellation qui a permis, selon lui, d'obtenir de l'exécutif des réponses aux préoccupations des citoyens sur l'éducation, la santé, l'économie et les finances, la sécurité, la diplomatie, les pensions de retraite, l'aménagement de Brazzaville, la lutte contre les antivaleurs, etc.

L'échange qui s'en est suivi entre Brice Dimitri Bayendissa et ses mandants lui a permis d'écouter leurs préoccupations. Des doléances de plusieurs ordres lui ont été exprimées allant des problèmes d'adduction d'eau potable, de la desserte en électricité, du manque d'école et de route, notamment dans le quartier Louessi, jusqu'aux litiges de parcelles occasionnés par les propriétaires terriens, le chômage des jeunes, etc.

Toutes ces préoccupations seront transmises à l'Assemblée nationale pour être examinées le cas échéant par les pouvoirs publics, a promis le député de Tié-Tié 2.

Notons que cette activité a connu une effervescence des grands jours, la population des neuf quartiers que compte la deuxième circonscription de Tié-Tié l'ayant rehaussé de sa présence. Outre cette restitution, Brice Dimitri Bayendissa a promis d'organiser pendant trois semaines, dans les tout prochains jours, une campagne de lutte contre le paludisme dans sa circonscription électorale.

Hugues Prosper Mabonzo

AIDE SOCIALE

Des fournitures scolaires au profit des orphelins et démunis de Tchiamba-Nzassi

L'assistance a été apportée, le week-end dernier, par la présidente de la Fondation pour orphelins et personnes démunies (Foped), Edith Vérone Dibas-Franck, dans l'enceinte de l'école Jean-Baptiste Tati-Loutard.

La Foped est venue en aide aux enfants en situation défavorable,

pour leur permettre de bien aborder leurs études cette année scolaire qui venait de commencer. Le don composé essentiellement de cahiers, de livres, de sacs, de stylos, de craies, d'ardoises et d'uniformes pour l'école a profité à plus d'une centaine d'enfants vivant dans des conditions

précaires qui ont pu retrouver le chemin de l'école.

En effet, la question de l'éducation de base des enfants démunis est une des préoccupations de la Foped qui a toujours contribué au développement économique, social et culturel dans le pays.

En réalisant ce geste, cette fon-

dation a pensé soutenir les enfants en cette période de rentrée scolaire, tout en contribuant à leur éducation et à leur formation afin de faire d'eux des hommes compétents, capables d'assurer une relève de qualité pour le développement du pays.

Cette œuvre sociale a redonné de l'espoir aux bénéficiaires mais également à leurs parents, confrontés au prix exorbitant des fournitures scolaires. L'objectif visé par la Foped est de redonner du sourire aux orphelins et aux personnes démunies afin qu'ils ne se sentent pas seuls en ce début d'année scolaire.

Dans son mot de circonstance, Edith Vérone Dibas-Franck leur a demandé de toujours donner le meilleur d'eux-mêmes, en leur rappelant que l'école était leur avenir.

La secrétaire générale de la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi, Béatrice Ewally, a remercié de tout cœur la présidente de la Foped pour cet élan du cœur qui vient tant soit peu soulager les parents face aux charges qu'impose la rentrée scolaire.

En effet, il y a quelques mois, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'orphelin et de la veuve, les enfants de la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi avaient demandé à la présidente de la Foped de les assister pendant la rentrée scolaire 2018-2019. Ce souhait a été exaucé car Edith Vérone Dibas-Franck a répondu favorablement à leur requête.

Notons que la Foped est une association qui assiste les jeunes orphelins de 3 à 17 ans et les enfants dont les parents sont démunis. Ses objectifs comprennent non seulement la satisfaction des besoins essentiels vitaux mais aussi l'implication totale des membres et des partenaires sociaux, tout en étant un point de référence pour les orphelins et autres démunis afin de trouver des ressources appropriées à leur besoin.

Le don offert aux enfants vulnérables de Tchiamba-Nzassi est donc un témoignage renouvelé de son attachement envers tous ceux qui vivent dans des conditions précaires.

H.P.M.



La présidente de la Foped entourée des enfants bénéficiaires du don /Adiac

ATHLÉTISME

Des clubs seront installés dans des écoles

La Fédération congolaise d'athlétisme (FCA) prévoit de développer la discipline en milieu scolaire, au cours de la saison sportive 2018-2019 qui vient d'être lancée.

Une course de 2 km mettant en piste dirigeants et athlètes a marqué le démarrage, le 7 octobre à Brazzaville, de la nouvelle saison sportive. Plusieurs activités inscrites dans l'agenda de la fédération se poursuivront le long de la saison. « *Un accent particulier sera mis sur l'athlétisme à l'école* », a précisé le premier vice-président de la FCA, chargé des compétitions, Obva Elengha. Le mois d'août dernier, en assemblée générale, a-t-il rappelé, le bureau exécutif de la fédération et le conseil fédéral ont insisté sur la vision dénommée « *Un club, une école* ». Les ligues départementales ont l'obligation de travailler dans ce sens, a souligné Obva Elengha. « *Ce sera l'un des critères majeurs d'évaluation. Une ligue qui ne réussira pas à installer les clubs dans les écoles n'aura donc pas travaillé* », a-t-il expliqué. Ce n'est pas pour rien que la FCA a lancé sa saison en tenant compte de la rentrée scolaire, selon le premier vice-président.



Le premier vice-président de la FCA évoquant les enjeux de la nouvelle saison / Adiac

Par ailleurs, la FCA est à mi-mandat. Les mandats des ligues départementales étant de deux ans, ils doivent être renouvelés au cours de cette saison sportive. Il y a également

les compétitions internationales qui pointent à l'horizon. Les championnats d'Afrique U-20 en avril prochain à Abidjan, en Côte d'Ivoire; les championnats du monde à Doha, au Qatar,

etc. Au niveau local, sont prévus le championnat national, les championnats départementaux, les Open, les compétitions de gala ou de mise en jambes, etc.

Au plan sous-régional, la FCA prendra part à l'assemblée générale des fédérations de la zone d'Afrique centrale. Les directives sur la politique visant à promouvoir l'essor de la discipline dans la sous-région seront sans doute définies à cette occasion. Il y aura, en outre, le congrès de la Confédération africaine d'athlétisme.

La FCA, précisons-le, est la première des fédérations à lancer sa saison sportive après le lancement officiel et général fait par le ministère des Sports et de l'éducation physique, il y a une semaine. Il faut aussi rappeler qu'avant l'ouverture de la saison sportive 2018-2019, le ministère a publié une circulaire répartissant les fédérations sportives nationales susceptibles ou non de bénéficier du soutien de l'Etat pour participer, au titre de cette saison, aux compétitions internationales. La FCA fait partie des dix fédérations qui pourront bénéficier de ce soutien de l'Etat pendant ces compétitions.

Rominique Makaya

Arrêt sur image



le Général Léonard Essongo, chef d'état-major particulier du chef de L'État, a visité lundi 8 octobre 2018, le Musée Galerie du Bassin du Congo. Il a écrit dans le livre d'or : lire pièce jointe.

01.08.10.18
Ma joie est grande ce jour de savoir que nous
pouvons nous organiser pour mieux faire connaître
la culture de chez nous -
C'est un effort qui mérite un effort
pour faire connaître cet art culturel.
Léonard Essongo
ZESV